



DIGNITY
NETWORK
CANADA

LE RÉSEAU
DIGNITÉ
CANADA



Politique étrangère du Canada en matière de droits mondiaux des personnes LGBTIQ+

Résumé d'une évaluation sur
10 ans (2016-2025)



À propos de ce résumé

Ce résumé s'appuie sur les conclusions du rapport de recherche *Advancing Dignity* intitulé « **Canada's Global Support for 2SLGBTIQI People: Assessing the Implementation of Canada's Foreign Policy (2016–2025)** » (Le soutien mondial du Canada aux personnes 2SLGBTIQI : évaluation de la mise en œuvre de la politique étrangère du Canada (2016-2025)), commandé par Réseau Dignité et achevé en novembre 2025. Le rapport complet fournit la première évaluation complète et indépendante de la mise en œuvre de la politique étrangère favorable aux personnes LGBTIQ+ du Canada au cours de la dernière décennie.

La recherche a été menée par une équipe universitaire indépendante possédant une expertise internationalement reconnue dans les domaines des droits mondiaux des personnes LGBTIQ+, de la politique étrangère et du développement international :

- **Professeur Momin Rahman** (Université Trent)
- **Professeur Stephen Brown** (Université d'Ottawa)
- **Bartosz Neumann** (Université Concordia)
- **Dr. Morgane Rosier** (Université du Québec à Montréal)

Leur analyse s'appuie sur un examen des politiques, la littérature universitaire et parallèle, ainsi que sur des entretiens approfondis avec des représentant.e.s du gouvernement canadien et des organisations de la société civile, parallèlement à un engagement soutenu auprès de Réseau Dignité et de ses membres. Ce résumé traduit les principales conclusions, preuves et recommandations de cette recherche dans un langage accessible à un large public.

Remarque sur la terminologie : Le présent résumé emploie l'acronyme LGBTIQ+. Ce sigle est utilisé à l'échelle internationale comme terme générique inclusif pour désigner les personnes ayant des orientations sexuelles, des identités et expressions de genre et des caractéristiques sexuelles diverses. Le rapport et le présent résumé reconnaissent, le cas échéant, que différentes institutions, communautés et régions utilisent une terminologie variée et que le langage continue d'évoluer. L'acronyme 2SLGBTIQ+ est utilisé dans les contextes nationaux, car il est couramment utilisé par le gouvernement canadien et une grande partie de la société civile canadienne, mais il est important de noter que les « 2S » font spécifiquement référence à la diversité de genre traditionnelle au sein de diverses populations autochtones d'Amérique du Nord. À ce titre, ce marqueur identitaire n'est pas utilisé au niveau mondial, ce qui se reflète dans le rapport où nous conservons les acronymes utilisés dans les documents politiques dont nous discutons ou par les communautés mondiales qui utilisent LGBTIQ+ ou certaines variantes de celui-ci.





Une décennie de progrès : politique, partenariat et leadership de la société civile

Au cours de la dernière décennie, le Canada s'est imposé comme l'un des champions les plus constants et les plus visibles des droits des personnes LGBTIQ+ dans sa politique étrangère. Ces progrès reflètent non seulement le leadership politique au sein du gouvernement, mais aussi le plaidoyer et le **partenariat soutenus de la société civile canadienne**, en particulier de **Réseau Dignité et de ses organisations membres**.

Depuis plus de dix ans, Réseau Dignité est l'un des principaux porte-parole de la société civile canadienne sur les questions mondiales liées aux personnes LGBTIQ+. En collaboration avec ses plus de 60 organisations membres, Réseau Dignité a joué un rôle important dans l'élaboration de l'engagement international du Canada en :

- Plaider en faveur de la création de la première politique étrangère canadienne explicitement favorable aux personnes LGBTIQ+.
- Faire pression pour obtenir des fonds dédiés à l'aide internationale, notamment le Programme d'aide internationale LGBTIQ+ d'Affaires mondiales Canada.
- Fournir une expertise politique fondée sur les réalités vécues par nos partenaires dans les pays du Sud.
- Agir en tant qu'interlocuteur de confiance entre les responsables canadiens et les mouvements mondiaux.
- Favoriser le dialogue, l'apprentissage et la coordination par le biais de tables rondes et de communautés de pratique.

La recherche montre clairement que bon nombre des progrès réalisés depuis 2016, en particulier l'élaboration d'un cadre politique cohérent en 2019 et l'augmentation de l'aide au développement, sont le résultat direct d'un plaidoyer soutenu et coordonné de la société civile. Les progrès accomplis par le Canada doivent donc être considérés comme une réussite commune, **fruit d'un engagement constructif entre le gouvernement et la société civile**.





Le leadership mondial du Canada en matière de droits des personnes LGBTIQ+

D'un soutien émergent à une politique cohérente

L'engagement du Canada en faveur des droits des personnes LGBTIQ+ dans le monde remonte à avant 2016, mais la dernière décennie a marqué un changement qualitatif, passant d'actions sporadiques à une approche plus intentionnelle et institutionnalisée. Les premiers efforts, soutien aux déclarations de l'ONU, condamnation de la violence et financement d'initiatives ciblées par le biais des fonds des ambassades, ont jeté des bases importantes. La période qui a suivi les élections fédérales de 2015 a accéléré cette trajectoire.

Entre 2016 et 2019, le Canada a rejoint et codirigé des coalitions internationales telles que **la Coalition pour l'égalité des droits**, soutenu la création du poste d'**expert.e indépendant.e des Nations unies sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre**, rejoint **le groupe restreint des Nations unies sur les personnes LGBTI** et intégré l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans la **Politique d'aide internationale féministe**. Depuis 2019, ces efforts peuvent se résumer à l'articulation de la première politique étrangère explicitement favorable aux personnes LGBTIQ+ du Canada, qui couvre la diplomatie, le développement et l'engagement multilatéral. Cette évolution a permis au Canada de se joindre à un petit groupe d'États prêts non seulement à s'exprimer, mais aussi à investir diplomatiquement et financièrement dans la promotion de l'égalité mondiale pour nos communautés.

2016

Le Canada rejoint la Coalition pour l'égalité des droits et soutient la création du poste d'expert indépendant des Nations Unies sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre.

2017

Le Canada commence son mandat de deux ans (2017-2019) à la coprésidence de la Coalition pour l'égalité des droits et intègre l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans la Politique d'aide internationale féministe.

2018

Le Canada rejoint le groupe restreint des Nations Unies sur les questions LGBTI.

2019

Lancement de PAI, le premier mécanisme d'aide internationale dédié aux droits des personnes LGBTIQ+ au Canada.

2021/2022

Le Canada devient le troisième plus grand donateur gouvernemental mondial en faveur des droits des personnes LGBTIQ+.

2025

Au bout de 5 ans d'existence de PAI, environ 37 millions de dollars avaient été alloués au financement total.



Ce que le Canada a accompli (2016-2025)

Cette section s'appuie directement sur les conclusions de la recherche *Advancing Dignity* pour mettre en évidence les domaines les plus importants dans lesquels la politique étrangère canadienne en faveur des personnes LGBTIQ+ a permis des progrès tangibles. Bien que les chercheurs soulignent d'importantes lacunes et limites, les données globales indiquent des réalisations substantielles dans les domaines de la diplomatie, de l'aide au développement et des voies de protection.

Diplomatie mondiale et leadership multilatéral

Le Canada est devenu un défenseur fiable et respecté des droits des personnes LGBTIQ+ dans les instances internationales où ces droits restent profondément contestés. Depuis 2016, le Canada utilise systématiquement son influence diplomatique pour normaliser l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, et les caractéristiques sexuelles (SOGIESC) en tant que préoccupations légitimes en matière de droits humains.

La recherche met en évidence la participation active du Canada dans les forums multilatéraux, notamment les Nations Unies, la Coalition pour l'égalité des droits (que le Canada a coprésidée de 2017 à 2019), l'Organisation des États américains, le Commonwealth et la Banque mondiale. Dans ces instances, le Canada a appuyé des résolutions, des déclarations et des efforts de définition des priorités qui ont contribué à maintenir l'attention internationale sur les questions LGBTIQ+ pendant une période de réactions négatives croissantes à l'échelle mondiale.

Il est important de noter que le rapport souligne que la diplomatie canadienne opère de plus en plus à la croisée des droits des personnes LGBTIQ+ et des préoccupations plus générales concernant l'érosion de la démocratie et le rétrécissement de l'espace civique. Dans les cadres multilatéraux, les responsables



Conférence de la Coalition pour l'égalité des droits de Vancouver 2018

canadien.ne.s et leurs partenaires partageant les mêmes idées ont dû faire face à une résistance coordonnée non seulement à l'égard du langage relatif au genre et à la sexualité, mais aussi à l'égard des cadres des droits humains en général. La participation continue du Canada à ces forums a donc contribué à défendre l'intégrité des mécanismes multilatéraux des droits humains.

L'une des contributions diplomatiques les plus importantes du Canada a été son soutien précoce et soutenu à la création et au renouvellement du poste d'expert indépendant des Nations Unies sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre (SOGIESC). Bien que le Canada ne puisse s'attribuer seul la responsabilité du changement de politique au sein des institutions internationales, la recherche souligne l'importance de la visibilité, de la formation de coalitions et de la persévérance dans les forums où de nombreux États continuent de rejeter ou de résister à l'inclusion des personnes LGBTIQ+.

Au niveau bilatéral et au niveau des missions, les ambassades canadiennes ont joué un rôle discret, mais influent et important. Le rapport documente l'engagement des ambassades à travers leur participation à la Fierté, des événements culturels, un plaidoyer discret auprès des gouvernements hôtes, le soutien aux organisations locales de la société civile et la mise à disposition d'espaces de réunion sécurisés. Ces actions, parfois menées sans visibilité publique, ont contribué à soutenir les mouvements locaux, à protéger l'espace civique et à renforcer la crédibilité du Canada en tant qu'allié de confiance en matière de droits humains pour nos communautés.





Une aide au développement à l'impact tangible

La recherche identifie l'aide internationale au développement comme l'un des domaines dans lesquels la politique étrangère favorable aux personnes LGBTIQ+ du Canada a eu les effets les plus tangibles et mesurables. Depuis 2019 en particulier, le Canada est passé d'un soutien limité, basé sur des projets, à un écosystème de financement plus structuré.

En 2021-2022, le Canada est devenu le **troisième plus grand donateur gouvernemental mondial** en faveur des droits des personnes LGBTIQ+. Bien que ce financement ne représente encore qu'une petite partie de l'aide publique au développement totale, l'ampleur et la régularité des contributions canadiennes marquent un changement significatif par rapport à la période antérieure à 2016. L'impact de ce financement est important pour le mouvement mondial, en particulier à un moment où nous sommes confrontés à des défis croissants, à la montée en puissance de gouvernements autoritaires qui utilisent la peur et la désinformation pour cibler les communautés LGBTIQ+.

Mécanismes de financement principaux

1 Programme d'aide internationale (PAI) pour les personnes LGBTIQ

Lancé en 2019 avec un engagement de 30 millions de dollars sur cinq ans, suivi de 10 millions de dollars par an, le PAI représente le premier mécanisme d'aide internationale dédié aux droits des personnes LGBTIQ+ au Canada. Les recherches montrent que le PAI a permis la mise en place de nouveaux programmes dans toutes les régions et tous les domaines thématiques, soutenant la défense des droits humains, l'inclusion socio-économique et la résilience des communautés. Au bout de cinq ans de financement, en 2025, environ 37 millions de dollars au total avaient été alloués. Bien que les évaluations publiques restent limitées, les entretiens avec les organisations de la société civile confirment que le programme a eu un impact significatif en permettant la poursuite d'un travail axé sur les personnes queer.

2 Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL)

Le FCIL apparaît dans la recherche comme l'un des outils les plus efficaces et les plus appréciés du Canada. Géré par les ambassades canadiennes, le FCIL permet d'octroyer des subventions modestes, flexibles et adaptées aux besoins locaux à des organisations communautaires. Le rapport souligne l'alignement du FCIL sur les priorités des ambassades, son accessibilité par rapport aux flux de financement plus importants et le rôle essentiel du personnel engagé localement dans la réussite du programme. Bien que modeste en termes d'échelle, le financement du FCIL atteint souvent des organisations qui, sans cela, seraient exclues de l'aide internationale.

3 Fonds Agir ensemble pour l'inclusion (ACTIF)

L'ACTIF, qui fait partie du Plan d'action pour les personnes LGBTIQ+, est géré par Equitas en partenariat avec Réseau Dignité. Il soutient le renforcement des capacités, la formation et le développement de partenariats entre des organisations canadiennes et celles du Sud. La recherche identifie l'ACTIF comme un mécanisme clé pour élargir l'accès au financement, y compris pour les organisations francophones, et pour favoriser la viabilité organisationnelle à long terme.

4 Partenariats mondiaux et régionaux

Par l'intermédiaire du PAI LGBTIQ+, le Canada a apporté son soutien à des partenaires internationaux et régionaux, notamment ILGA World, Kaleidoscope Trust (Royaume-Uni), OutRight International (États-Unis), le Fonds mondial pour l'égalité, ainsi qu'à des initiatives régionales spécifiques en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et en Amérique latine. Ces partenariats ont permis de fournir une aide d'urgence, de mener des recherches, de mener des actions de plaidoyer et de créer des réseaux dans des environnements particulièrement hostiles.





Protection et perspectives pour les réfugiés

La recherche met particulièrement l'accent sur le rôle du Canada dans la protection et la réinstallation des personnes LGBTIQ+ qui fuient la persécution. Grâce à des partenariats avec des organisations de la société civile, notamment **Rainbow Railroad**, membre de Réseau Dignité, le Canada a aidé des milliers de personnes à échapper à des situations d'extrême violence, de criminalisation et de répression.

L'approche du Canada allie engagement diplomatique, financement et voies d'immigration. Les programmes d'aide aux réfugié.e.s soutenu.e.s par le gouvernement et les initiatives de parrainage privé telles que le Rainbow Refugee Assistance Partnership ont élargi l'accès à la sécurité pour les demandeurs d'asile LGBTIQ+. Les ambassades et les services consulaires canadiens servent de plus en plus souvent de premiers points de contact essentiels, fournissant des informations, des orientations et assurant la coordination avec des partenaires de confiance.

Le rapport souligne également l'augmentation des investissements du Canada dans la recherche et la coordination en matière de déplacements forcés, notamment le financement de réseaux internationaux et la collecte de données. Bien que des lacunes subsistent en matière de transparence et de coordination interministérielle, la trajectoire globale reflète un engagement soutenu en faveur de la protection, fondé sur un partenariat avec la société civile.

Que nous révèle la recherche après 10 ans ?

Forces et défis

Après dix ans, la recherche Advancing Dignity présente une évaluation nuancée mais largement positive de la politique étrangère canadienne en faveur des personnes LGBTIQ+. Les conclusions soulignent à la fois l'importance des résultats obtenus et la nécessité de consolider les acquis.

Principaux atouts identifiés par les chercheur.euse.s

- **Un engagement politique clair et une crédibilité internationale**, en particulier depuis 2019.
- **Des bases institutionnelles créées grâce à des programmes**, des lignes directrices et des sources de financement dédiés.
- **Des partenariats solides et durables avec la société civile**, en particulier Réseau Dignité et ses membres.
- **Des innovations au niveau des ambassades**, menées par des diplomates engagé.e.s et du personnel local.
- **Un leadership par la présence**, la création de coalitions et la persévérance dans les espaces multilatéraux.





Transformer les défis en opportunités

Les chercheur.euse.s identifient également les domaines qui nécessitent une attention particulière : la coordination entre les différents ministères, la transparence des flux financiers et des résultats, et la dépendance excessive à l'égard de personnalités individuelles plutôt que de mandats institutionnalisés. Il est important de noter que **ces défis ne sont pas considérés comme des échecs, mais comme des indicateurs** d'un domaine politique qui s'est développé rapidement et qui nécessite désormais une consolidation, un apprentissage et des ressources à long terme.

*...les atteintes aux droits des personnes LGBTQ+ constituent souvent un **signe avant-coureur d'un recul démocratique**. Le soutien aux droits des personnes LGBTQ+ n'est pas une préoccupation marginale ou fondée sur l'identité, mais un élément central de la **défense des normes démocratiques, du pluralisme et de l'État de droit**.*

Une opportunité particulièrement importante identifiée dans la recherche est la nécessité de **lier plus explicitement la politique étrangère canadienne en faveur des personnes LGBTQ+ aux efforts plus larges visant à protéger la gouvernance démocratique, l'espace civique et la sécurité humaine**. Le rapport montre que les réactions hostiles à l'égard des personnes LGBTQ+ sont rarement isolées ; elles s'inscrivent souvent dans le cadre de projets autoritaires, antidémocratiques et anti-droits plus larges qui visent à affaiblir les tribunaux indépendants, à restreindre les organisations de la société civile, à réduire au silence les journalistes et à faire reculer l'égalité des genres de manière plus générale.

Les personnes interrogées ont souligné que les atteintes aux droits des personnes LGBTQ+ constituent souvent un signe avant-coureur d'un recul démocratique. Les campagnes de criminalisation, les restrictions imposées aux organisations queer et les paniques morales autour du genre et de la sexualité sont de plus en plus utilisées pour justifier un contrôle et une répression accrues de la part de l'État. Dans cette perspective, le soutien aux droits des personnes LGBTQ+ n'est pas une préoccupation marginale ou fondée sur l'identité, mais un élément central de la défense des normes démocratiques, du pluralisme et de l'État de droit.

Les recherches suggèrent que le Canada est bien placé pour renforcer ce lien. Son travail actuel sur les défenseur.euse.s des droits humains, la gouvernance inclusive, la paix et la sécurité, ainsi que l'aide internationale féministe fournit une base solide pour intégrer l'inclusion des personnes LGBTQ+ dans les stratégies de soutien à la démocratie et de protection de la société civile. Cela permettrait non seulement d'améliorer la cohérence des politiques, mais aussi de renforcer la pertinence stratégique des programmes LGBTQ+ à un moment où les gouvernements sont soumis à des pressions pour réduire la portée de leur engagement en faveur des droits humains.

Vu sous cet angle, le défi représente également une opportunité : en inscrivant fermement les droits mondiaux des personnes LGBTQ+ dans le cadre des efforts visant à protéger la gouvernance démocratique, l'espace civique et la sécurité, le Canada peut amplifier son impact, former des coalitions plus larges et veiller à ce que ce travail reste au cœur de ses priorités en matière de politique étrangère, plutôt que d'en être relégué à la périphérie.





À l'horizon : un programme optimiste pour la prochaine décennie

S'appuyant sur les données et les conclusions recueillies dans le cadre de la recherche, le rapport présente un programme prospectif qui s'appuie sur les réalisations du Canada tout en tenant compte d'un environnement mondial de plus en plus difficile.

Pourquoi le leadership du Canada est plus important que jamais

La recherche Advancing Dignity situe la prochaine phase de l'engagement du Canada dans un contexte mondial qui se détériore rapidement pour les droits humains des personnes LGBTIQ+. **Dans plusieurs régions, on observe une réaction de plus en plus coordonnée contre l'égalité des genres et les droits des minorités sexuelles et de genre**, menée par des acteur.ice.s anti-droits disposant de ressources importantes et opérant au-delà des frontières. Ces mouvements ont réussi à faire reculer les protections juridiques, à réduire l'espace civique, à criminaliser la défense des droits et à exposer les militant.e.s et les organisations à un risque accru.

Parallèlement, le paysage international a évolué d'une manière qui amplifie l'importance du rôle du Canada. Le retrait partiel des États-Unis de la diplomatie et de l'aide internationale en matière de droits humains et d'égalité des genres a créé des lacunes dans le financement, le leadership et la couverture politique des mouvements LGBTIQ+ mondiaux. Dans ce contexte, la recherche souligne que les pays de puissance moyenne jouissant d'une forte légitimité nationale, comme le Canada, jouent un rôle démesuré dans le maintien des normes internationales, le financement des intervenant.e.s de première ligne et le maintien de la pression multilatérale.

La crédibilité du Canada en tant qu'allié cohérent, attaché à ses principes et pragmatique le place dans une position particulièrement favorable pour réagir à la situation actuelle. L'importance qu'il accorde au partenariat, au renforcement des capacités et à une approche « ne pas nuire » offre une alternative au désengagement et à la diplomatie coercitive. Comme le souligne clairement le rapport, **le maintien du leadership canadien n'est pas simplement un plus** ; il est de plus en plus essentiel pour empêcher une nouvelle érosion des droits, préserver les acquis obtenus de haute lutte et veiller à ce que les communautés et les mouvements LGBTIQ+ ne soient pas laissés pour compte dans un environnement mondial de plus en plus hostile.

Les orientations prioritaires sont les suivantes :

- 1 Renforcer la coordination et le leadership** dans les domaines de la diplomatie, du développement, du commerce et de l'immigration.
- 2 Améliorer la qualité du financement**, notamment en offrant une plus grande souplesse, un soutien à plus long terme et des mécanismes d'urgence.
- 3 Améliorer l'apprentissage et la responsabilisation** grâce au partage des données, à l'évaluation et à l'échange de connaissances.
- 4 Donner aux ambassades et au personnel localement engagé** les pleins pouvoirs en tant que partenaires à long terme et piliers institutionnels.
- 5 Maintenir le leadership du Canada** tout en adaptant les stratégies diplomatiques pour contrer les mouvements anti-genre et protéger les partenaires sur le terrain.

La recherche souligne que la collaboration continue avec la société civile, en particulier avec Réseau Dignité et ses membres, est essentielle pour faire avancer ce programme et garantir que les actions du Canada restent réalistes, crédibles et efficaces.





Appel à l'action pour les membres de Réseau Dignité et les partenaires mondiaux

Conclusion

Dix ans plus tard, la politique étrangère canadienne en faveur des personnes LGBTQ+ représente une réalisation commune importante. Dans un contexte mondial où l'égalité est de plus en plus contestée, le Canada a choisi l'engagement, l'investissement et le partenariat. Les progrès documentés dans ce résumé soulignent une leçon centrale de la recherche *Advancing Dignity* : **un plaidoyer soutenu et fondé sur des preuves fonctionne, en particulier lorsqu'il repose sur la confiance entre la société civile et le gouvernement.**

Pour **les membres de Réseau Dignité**, ce moment exige un leadership renouvelé et coordonné. Les acquis de la dernière décennie n'étaient pas inévitables ; ils ont été obtenus grâce à la persévérance, à l'action collective et à un engagement fondé sur des principes auprès du gouvernement. Pour protéger et étendre ces acquis, il faudra poursuivre le travail de sensibilisation, la collaboration stratégique et la volonté de tenir le Canada responsable de ses engagements, en particulier à mesure que les pressions mondiales s'intensifient et que les priorités politiques changent.

Pour **nos partenaires de la communauté LGBTQ+ internationale**, ce résumé est également une déclaration de redevabilité. Le rôle du Canada sur la scène mondiale a été façonné par votre courage, votre expertise et votre expérience vécue, et le travail de Réseau Dignité vous est avant tout redevable. Alors que les réactions négatives se multiplient et que les ressources diminuent dans de nombreux contextes, le besoin de solidarité, d'apprentissage partagé et de responsabilité mutuelle devient encore plus urgent. Réseau Dignité reste déterminé à amplifier vos voix, à défendre vos priorités et à travailler à vos côtés pour garantir que le soutien international soit fondé sur des principes, réactif et ancré dans les réalités locales.

Ensemble, la société civile canadienne, les partenaires internationaux et les allié.e.s au sein du gouvernement, nous avons démontré ce qu'il est possible d'accomplir. La tâche qui nous attend ne consiste pas simplement à défendre les progrès réalisés, mais à les approfondir : soutenir les mouvements, protéger les communautés et promouvoir la dignité, l'égalité et les droits humains des personnes LGBTQ+ partout dans le monde.

